

numéro d'identification du Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse (organisation enregistrée) : 31436102898-65

Contribution de FAIR-France à la consultation UE 2020

Le collectif « Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse », qui existe depuis janvier 2008 en France et depuis décembre 2009 en Wallonie, avec de nombreux relais en Europe, a jugé utile de prendre position sur la « stratégie UE 2020 ».

Le document proposé à la consultation part à juste titre des crises que le monde traverse. Mais il en tire, à notre avis, des enseignements erronés. Tout se passe comme si, pour sortir de ces crises, il fallait aller plus loin encore dans les stratégies qui nous y ont précipités : la croissance forte à perte de vue, la compétitivité comme seul horizon, le marché unique comme institution centrale. La Commission, tout comme les gouvernements des Etats membres de l'Union européenne, n'ont apparemment pas compris que les maux qu'ils dénoncent et cherchent à surmonter ont leurs racines dans le socle même sur lequel ils veulent construire le nouvel espace de citoyenneté – ou plutôt de marché. Si la concurrence et la compétitivité restent les maîtres mots du 21ème siècle, alors ils mèneront à une amplification des désastres que cette conception des rapports humains et internationaux a amenés au 20ème siècle. Si la croissance, même qualifiée de « verte », demeure un objectif jugé incontournable, alors l'humanité restera infantilisée devant son miroir aux alouettes, incapable de mûrir et d'avoir d'autre moteur que le désir de possession et le « moi d'abord ».

Puisque le cadre de pensée est contraint, et les conditions de la consultation très réductrices, le collectif citoyen que nous représentons se voit dans l'obligation de dénoncer la méthode retenue par la Commission, qui emprisonne la pensée et les choix humains fondamentaux. Pour nous, la croissance économique et financière infinie n'est pas un objectif de société. Pire, elle comporte le risque de conduire à de nouveaux conflits et au déclin de la civilisation. Pour nous, les chances de sortie de crises se résument ainsi : donner priorité au développement humain durable, et à la démocratie pour en définir les contours. D'autres indicateurs peuvent nous montrer les voies d'une société socialement et écologiquement soutenable. Il est temps de les construire démocratiquement, au-delà des seuls espaces d'expertise académique et institutionnelle.

Pensons à ce que voudrait dire pour les citoyens une Europe de la coopération qui aurait pour grands objectifs des « critères de convergence » sociaux et écologiques, et non pas économiques et financiers : éradication de la pauvreté et du chômage de longue durée, salaire minimum européen, accès aux soins, à l'éducation et à un logement décent, travail décent et sécurité sociale universelle, égalité entre les femmes et les hommes, réduction de 40 % en 2020 des émissions de gaz à effet de serre et de 30 % de l'empreinte écologique, préservation des ressources en eau et de la biodiversité, réduction programmée des pollutions chimiques et de l'air, développement ambitieux de l'agriculture biologique...

Une telle Europe susciterait un enthousiasme à l'opposé de la défiance généralisée qui marque sa « construction » actuelle par les lobbies d'affaires et leurs relais politiques. Il serait temps que la Commission

européenne et les Parlementaires réalisent que leur projet de stratégie pour 2020 va nous enfoncer dans des crises financières, économiques, sociales et écologiques liées. L'Europe en sortirait meurtrie, à la merci des ultranationalismes et de la xénophobie.

Nous n'acceptons pas de cautionner cette perspective. Nous refusons donc le cadre du débat qui nous est proposé. Il n'est pas amendable.

Nous restons, par contre, mobilisés pour contribuer à l'élaboration collective d'un nouveau projet pour l'Europe, en lien et en solidarité avec le reste du monde.

Pour en savoir plus sur FAIR : <http://www.idies.org/index.php?category/FAIR>

---

ANNEXE : un texte de FAIR de janvier 2009, repris sur le site de l'OCDE

La crise rend encore plus nécessaire le recours à de nouveaux indicateurs

Si l'on reconnaît que la crise actuelle est la conjonction de phénomènes multidimensionnels, les indicateurs les plus pertinents comme repères de sortie de crise doivent accorder au moins autant de poids aux questions sociales et écologiques qu'à l'économie et à l'emploi.

---

On peut craindre que la gravité de la crise actuelle et la montée du chômage ne conduisent une partie des responsables politiques à se replier sur la solution classique : la croissance à tout prix, en dehors de toute autre considération sur le sens du développement. Quitte à prévoir transitoirement une forte intervention publique pour « sauver les banques », « sauver l'automobile », etc., sans toucher vraiment au modèle global de croissance économique, pas plus qu'au modèle bancaire, industriel ou agricole.

Une telle « sortie de crise » serait un leurre. Elle pourrait créer les conditions de crises plus graves à l'avenir. La crise actuelle n'est pas la simple manifestation d'une défaillance de la régulation financière contaminant l'économie réelle. Elle a également une composante sociale et une dimension écologique. Ces crises forment un système, et le déficit démocratique contribue à les amplifier.

Crise sociale d'abord. Cette crise s'explique aussi par un surcroît d'inégalités et de précarité. Parmi les facteurs déclenchants des « subprimes », il y a eu la recherche de valorisation facile des revenus et patrimoines démesurés d'une petite minorité, alors que des ménages pauvres ou modestes, en nombre croissant, occupant des emplois plus précaires, étaient poussés à l'endettement risqué en l'absence de logements sociaux. Plus généralement, la misère et la malnutrition s'aggravent dans le monde en dépit de la croissance économique globale, pendant que le nombre de millionnaires en dollars ne cesse de progresser.

Crise écologique ensuite. Les mouvements déstabilisants des prix des denrées agricoles ou du pétrole sont dus à la spéculation à court et moyen terme, mais aussi à des tendances de long terme de raréfaction des ressources naturelles et de réduction des terres arables pour l'alimentation. La quadruple crise du climat, de la biodiversité, de la déforestation et de l'eau ne cesse de s'amplifier.

Les inégalités environnementales et les inégalités sociales se cumulent : 20 % de la population mondiale utilise 80 % des ressources naturelles. Les émissions de CO2 par habitant aux Etats-Unis sont douze fois supérieures à ce qu'elles devraient être pour atteindre un niveau mondial équitable et durable. Les populations les plus fragiles seront et sont déjà les premières victimes des dégradations de l'environnement. Selon les institutions internationales, 230 millions de personnes subiront des migrations forcées d'ici 2050 du fait du réchauffement climatique essentiellement provoqué par la « croissance à tout prix » des pays riches.

Dans ces conditions, conserver les yeux rivés sur le PIB et sur sa croissance est le plus sûr moyen d'enchaîner les crises et d'en accentuer les effets. Si la crise actuelle est bien la conjonction de phénomènes multidimensionnels et interdépendants, les indicateurs les plus pertinents comme repères de sortie de crise doivent accorder au moins autant de poids à la réduction des inégalités, de l'insécurité sociale et de la pression écologique qu'à l'économie. S'agissant de l'emploi, la question ne devrait plus se résumer à : « quelle croissance du PIB pour créer des emplois ? ». Elle devrait devenir : « quels objectifs de bien-être durable et de cohésion sociale promouvoir et quels emplois décents et utiles pour y parvenir ? »

Aujourd'hui, au moins dans certaines régions du monde, le véritable risque n'est pas de manquer de biens et services. Il est que la société dans laquelle nous vivons devienne moins vivable parce que ce que l'on considérait jusqu'alors comme un cadre d'évidence ou une ressource gratuite (l'environnement, le lien social...) s'avère fragile et susceptible de dégradation voire de disparition.

De nouveaux indicateurs et de nouveaux systèmes comptables constituent une urgence pour construire une réponse systémique à cette crise elle-même systémique. Ils nous serviraient de repères pour de nouvelles politiques et de base pour des délibérations collectives dont l'intensité constituerait l'un des éléments clé de la vitalité des sociétés.